

Ref : 22-207 ED

**ARRÊTE PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**ACTUALISANT LES CONDITIONS D'EXPLOITATION DES ENTREPOTS FRIGORIFIQUES**  
**EXPLOITES PAR LA S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE**  
**SUR LA COMMUNE DE SAINT-LÔ**

**LE PREFET DE LA MANCHE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses titres 1<sup>er</sup> et 4 des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 modifié, relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de charge d'accumulateurs ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 23 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de préparation de produits alimentaires relevant du régime d'enregistrement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 mars 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations mettant en œuvre des gaz à effet de serre soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 novembre 2002 autorisant la S.A.S. EFNL à exploiter des entrepôts frigorifiques implantés « Promenade des Ports » sur la commune de Saint-Lô ;

**VU** les récépissés du 13 février 2008 et 28 juin 2012 transférant le bénéfice de l'autorisation précitée respectivement à la S.A.S. STEF NORMANDIE puis à la S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2018 actualisant les conditions d'exploitation d'entrepôts frigorifiques implantés « Promenade des Ports » sur la commune de Saint-Lô exploités par la S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE ;

**VU** la demande du 27 décembre 2021, de la société S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE sollicitant l'application de l'article R.181-48 du code de l'environnement du fait que l'extension prévue et encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2018 n'a pas été réalisée ;

**VU** les observations présentées par le demandeur sur ce projet les 13 juin, 28 juin, 23 septembre et 2 novembre 2022 ;

**VU** le rapport et les propositions en date du 10 novembre 2022 de l'inspection des installations classées ;

**VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance de la S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE, l'informant qu'elle dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations sur ce projet ;

**VU** l'absence d'observation de la part de l'exploitant sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par courrier du 21 novembre 2022 ;

### **Considérant que**

- en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

- les conditions d'aménagement et d'exploitation, les modalités d'implantation, fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

- les termes de l'article R.181-45 du code de l'environnement qui disposent que des arrêtés complémentaires peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 rend nécessaires ;
- les termes de l'article R.181-48 du code de l'environnement qui disposent que l'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé soit dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation, soit dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation ;
- le projet d'extension des entrepôts frigorifiques implantés « Promenade des Ports » sur la commune de Saint-Lô exploités par la S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE comportant la construction d'une nouvelle chambre froide négative et de locaux techniques associés n'a pas été construit ;
- il y a lieu d'actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 janvier 2018 susvisé désormais obsolètes ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

### **- ARRÊTE -**

#### **ARTICLE 1 : MODIFICATIONS APPORTÉES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions existantes fixées par les arrêtés préfectoraux susvisés réglementant l'établissement sont modifiées par le présent arrêté :

<b>Références des arrêtés préfectoraux antérieurs</b>	<b>Références des titres/articles dont les prescriptions sont supprimées ou complétées</b>	<b>Nature des modifications</b>
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 1.1.1	Supprimé et remplacé par les dispositions du présent arrêté
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 1.2.1	Supprimé et remplacé par les dispositions du présent arrêté
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 4.3.9	Supprimé et remplacé par les dispositions du présent arrêté
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 8.3.3	Alinéa 6 supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 8.6.1	Supprimé et remplacé par les dispositions du présent arrêté

Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 8.6.2	Alinéa 4 supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 8.6.8 b	Supprimé et remplacé par les dispositions du présent arrêté
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 9.3.2 b	Alinéa 2 supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 9.3.3	Supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Chapitre 9.6	Supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Article 10.2.2	Supprimé
Arrêté complémentaire n° 18-12-GH du 11 janvier 2018	Titre 11	Supprimé

**ARTICLE 2 : LES ARTICLES 1.1.1, 1.2.1, 4.3.9, 8.6.1, ET 8.6.8 b DE L'ARRÊTÉ DU 11 JANVIER 2018 SONT SUPPRIMÉS ET REMPLACÉS COMME SUIV :**

***Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation***

La S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE dont le siège social est situé 93 boulevard Malesherbes à Paris (75 008) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de Saint-Lô, Promenade des Ports, des installations détaillées dans les articles suivants.

***Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées***

Rubrique	Alinéa	A,E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
4735	1-a	A	Emploi d'ammoniac	Installations de réfrigération à l'ammoniac	Quantité employée	>1,5 tonnes	Quantité de NH3 présente dans les salles des machines : <b>7,8 tonnes</b>

Rubrique	Alinéa	A,E, D, NC*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2221	1	E	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale, par découpage, cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, salage, séchage, saurage, enfumage, etc., à l'exclusion des produits issus du lait et des corps gras, mais y compris les aliments pour les animaux de compagnie.	Congélation et découpe	Quantité de produits entrant	> 4 tonnes/j	Capacité de congélation et de conditionnement <b>103 tonnes/j</b>
2921	1-a	E	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	Tours aéro-réfrigérantes	Puissance thermique évacuée maximale	> 3000 kW	Puissance thermique de <b>3374 kW</b>
1511	2	D	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature.	Chambres froides	Volume susceptible d'être stocké	< 50000 m³	Volume total de stockage <b>39 240 m³</b>
2925	1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs	Locaux de charge de batteries pour chariots élévateurs	Puissance maximale de courant continu utilisable	> 50 kW	Puissance totale de <b>97 kW</b>
1510		NC	Entrepôt couvert de stockage de produits combustibles	Entrepôt	Volume	> 5000 m³	Volume < 5000 m³

A : installation soumise à autorisation ;

D : installation soumise à déclaration ;

E : installation soumise à enregistrement

NC : installation non soumise au cadre réglementaire

#### Article 4.3.9 - Gestion des eaux pluviales et des eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales de toiture et eaux de ruissellement normalement non polluées sont collectées séparément et peuvent être rejetées directement vers le réseau d'eaux pluviales public ou le milieu naturel.

Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être polluées sont collectées séparément et traitées par un déshuileur afin de satisfaire aux valeurs limites suivantes avant rejet vers le réseau d'eaux pluviales public ou le milieu naturel.

Le pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

Paramètre	Concentration instantanée (mg/l)
MES	35
DCO	150
Hydrocarbures totaux	10

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucune valeur ne doit dépasser le double de la valeur limite prescrite en concentration moyenne journalière.

Si les valeurs limites en concentration définies ci-dessus ne sont pas respectées, les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Article 8.6.1 - Définition générale des besoins**

L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie, au débit minimal de **1140 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures**.

Ce volume peut être obtenu via les moyens définis ci-après :

- les 3 poteaux incendie situés le long de la Promenade des Ports utilisables en cas de sinistre ;
- une réserve d'eau de 400 m<sup>3</sup> alimentant un poteau doté d'un raccord pompier ;
- un point d'aspiration dans la Vire.

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente des moyens extérieurs.

Les réseaux garantissent l'alimentation des appareils sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars.

#### **Article 8.6.8 - Protection des milieux récepteurs**

##### **- b) Rétention des eaux d'incendie**

L'exploitant met en place les dispositions nécessaires à prévenir toute atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'incendie.

Des mesures organisationnelles sont mises en place afin de retenir les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement).

### **ARTICLE 3 : PUBLICITE**

Le présent arrêté est notifié à S.A.S. STEF LOGISTIQUE NORMANDIE de Saint-Lô.

Une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Saint-Lô et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Lô pendant une durée minimale d'un mois. Un certificat d'affichage du maire attestera l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche [www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis](http://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis) pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.  
Il peut être déféré au tribunal administratif :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié,

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Les tiers, qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **ARTICLE 5 : EXECUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Saint-Lô, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le **15 DEC. 2022**

**Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général**

  
**Laurent SIMPLICIEN**

1000 1000 1000